

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/204816]

20 JUILLET 2022. — Décret relatif à la formation de base au numérique (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives Section 1^{er} - Objet*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1^o le stagiaire : la personne visée à l'article 5;

2^o le programme de formation : ensemble d'unités d'acquis d'apprentissage qui vise l'acquisition de connaissances et le développement de compétences dans le domaine du numérique, décliné sous la forme d'objectifs, et précisant les méthodes et outils pédagogiques utilisés dans le cadre du parcours de formation;

3^o le DigComp : le cadre européen des compétences numériques pour les citoyens;

4^o le référentiel de formation : le référentiel de formation qui décline DigComp;

5^o le référentiel d'évaluation : le référentiel d'évaluation qui décline DigComp;

6^o l'Office : l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Le Gouvernement peut identifier les référentiels de formation et d'évaluation visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o.

Section 3. — Traitement des données à caractère personnel

Art. 3. § 1^{er}. Les services du Gouvernement que ce dernier identifie sont responsables du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel (Règlement général sur la protection des données) qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des articles 5 et 9, alinéa 1^{er}, 2^o.

Les opérateurs de formation demandeurs d'agrément et agréés sont responsables du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des articles 5, 6, alinéa 2, 5^o, et 9, alinéa 1^{er}, 2^o, 4^o, 6^o à 10^o et 13^o.

La Commission visée à l'article 11 est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 11.

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en œuvre de la mission qui lui incombe en vertu de l'article 15.

Les personnes physiques s'adressent au responsable du traitement concerné pour exercer leurs droits prévus aux articles 12 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 précité.

§ 2. Les catégories de données à caractère personnel relatives au personnel pédagogique de l'opérateur de formation agréé susceptibles d'être traitées pour la mise en œuvre des articles 9, alinéa 1^{er}, 2^o et 4^o, 11 et 15 sont :

1^o les données d'identification personnelles;

2^o les données relatives au parcours académique;

3^o les données relatives à l'emploi actuel.

Les catégories de données à caractère personnel relatives aux candidats stagiaires et stagiaires susceptibles d'être traitées pour la mise en œuvre des articles 5, 6, alinéa 2, 5^o, 9, alinéa 1^{er}, 6^o à 10^o et 13^o, 11 et 15 sont :

1^o les données d'identification personnelles;

2^o les détails personnels, à savoir l'âge, le sexe et la nationalité;

3^o les données relatives au parcours académique;

4^o les données relatives au statut d'immigration, en ce qui concerne les personnes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, d);

5^o les données relatives à l'inscription en tant que demandeur d'emploi du candidat stagiaire ou du stagiaire;

6^o les données relatives à l'identification des besoins en compétences numériques et des attentes du candidat stagiaire ou du stagiaire;

7^o les données relatives au parcours de formation du stagiaire.

Le Gouvernement détermine les données à caractère personnel relevant des catégories précisées aux alinéas 1^{er} et 2 qui sont susceptibles d'être traitées dans la mise en œuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution selon qu'elles appartiennent au personnel pédagogique de l'opérateur de formation agréé, aux candidats stagiaires ou aux stagiaires.

§ 3. Les données à caractère personnel relatives à un agrément ou à une subvention ou à la vérification des conditions d'éligibilité visées à l'article 5 ou au parcours de formation du candidat stagiaire ou du stagiaire sont communiquées aux entités suivantes dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées :

1^o aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement conformément à l'article 2, § 1^{er}, 2^o, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations pour le contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° à la Commission visée à l'article 11 pour la mise en œuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 11;

3° à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique pour la mise en œuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 15;

4° à l'Office pour la vérification des conditions d'éligibilité visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, a) à c), et 2, alinéa 2, et pour la mise en œuvre des obligations de la convention de partenariat visées à l'article 9, alinéa 3.

Lorsque l'Office en dispose, il communique à l'opérateur de formation agréé les données nécessaires à la vérification des conditions d'éligibilité du candidat stagiaire, visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, a) à c), et à l'article 5, § 2, alinéa 2, à l'exception des données issues de sources authentiques.

§ 4. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la subvention qui incombe aux opérateurs de formation agréés et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, et conformément à l'article 5, § 1^{er}, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le responsable du traitement visé au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, ne peut conserver les données à caractère personnel relatives :

1° à un agrément que durant une période maximale de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle du terme de l'agrément;

2° à une subvention que durant une période maximale de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours.

Le responsable du traitement visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, conserve les données à caractère personnel utilisées dans le cadre de l'élaboration du rapport visé à l'article 15, alinéa 1^{er}, durant une période d'un an à partir de la production de ce rapport.

Par dérogation à l'article 17, § 1^{er} et 2, du Règlement (UE) 2016/679 précité, en vue de garantir le bon emploi des deniers publics, le personnel pédagogique de l'opérateur de formation agréé et les stagiaires ne bénéficient pas du droit à l'effacement en ce qui concerne les catégories de données à caractère personnel visées au paragraphe 2 :

1° pendant la durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} et suspendue le cas échéant en application de l'alinéa 2;

2° pendant la durée de conservation visée à l'alinéa 3.

L'Office centralise, agrège et conserve les données du stagiaire qui répond aux conditions de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, a) à c), ou de l'article 5, § 2, alinéa 2, dans son dossier unique, conformément à l'article 4/1, § 1^{er} et 3, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Les échanges et communications d'informations entre l'Office et l'opérateur de formation agréé relatif à la mise en œuvre de la convention de partenariat visée à l'article 9, alinéa 1^{er}, 11°, s'opèrent selon les modalités prévues à l'article 4/1, § 4, du décret du 6 mai 1999 précité et les moyens mis en place par l'Office.

Section 4. — Champ d'application

Art. 4. Le présent décret s'applique aux opérateurs de formation agréés conformément au chapitre 2 qui organisent un programme de formation destiné à doter les stagiaires des compétences numériques de base nécessaires à leur insertion directe ou indirecte sur le marché de l'emploi.

Art. 5. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, est considérée comme stagiaire la personne :

1° en situation de fracture numérique, ne maîtrisant pas un ensemble significatif de compétences numériques de base identifiées dans le cadre de DigComp ou, s'il échoue, dans le référentiel de formation;

2° non-soumise à l'obligation scolaire;

3° qui réside sur le territoire de la région de langue française;

4° qui répond à une des conditions suivantes :

a) être demandeur d'emploi inoccupé inscrit auprès de l'Office et disposer au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré ou d'un titre équivalent;

b) avoir été demandeur d'emploi inoccupé inscrit auprès de l'Office pendant une période d'inoccupation d'au moins dix-huit mois au cours des vingt-quatre mois qui précèdent la date de son entrée en formation;

c) être demandeur d'emploi inoccupé inscrit auprès de l'Office, ne pas avoir exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant l'entrée en formation ni avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'insertion au cours de cette même période;

d) être un étranger qui séjourne légalement sur le territoire belge, conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y compris dans le cadre des recours prévus par les dispositions contenues dans le titre III de la loi précitée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4^o, l'on entend par demandeur d'emploi inoccupé, le demandeur d'emploi inscrit depuis un jour au moins en tant que tel auprès de l'Office, qui n'a pas atteint l'âge légal de la pension et qui ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, les opérateurs de formation agréés peuvent former, dans le cadre du présent décret, à concurrence de vingt-cinq pour cent maximum des stagiaires entrant annuellement en formation, la personne justifiant sa formation au numérique par un motif d'insertion à l'emploi ou de maintien à l'emploi.

La condition visée à l'alinéa 1^{er} est remplie dans le chef des travailleurs à temps partiel involontaire, tels que visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, des personnes en cellule de reconversion conformément à l'article 11 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions et des travailleurs peu qualifiés, tels que définis par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles un stagiaire qui a suivi une formation est autorisé à la suivre une seconde fois.

CHAPITRE 2. — *Agrément, obligations et subvention Section 1^e - Agrément*

Art. 6. Les formations organisées dans le cadre du présent décret sont dispensées par des opérateurs de formation agréés par le Gouvernement.

Pour être agréé, l'opérateur de formation :

1^o est constitué sous une des formes juridiques suivantes :

a) une association sans but lucratif;

b) un centre public d'action sociale ou une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

c) une commune;

2^o a au moins un siège d'activité principal situé sur le territoire de la région de langue française;

3^o développe des méthodes adaptées aux adultes, différenciées en fonction des stagiaires, favorisant leur participation et leur implication dans le processus de formation;

4^o présente un programme de formation :

a) qui porte sur des unités d'acquis d'apprentissage conformes au DigComp ou, s'il échet, au référentiel de formation;

b) dont la durée incluant l'évaluation initiale et finale ainsi que le suivi pédagogique ne peut pas être inférieure à huit heures et ne peut pas être supérieure à quatre-vingts heures;

5^o garantit un suivi pédagogique qui inclut une évaluation formative et participative et une attestation des acquis d'apprentissage au terme de la formation;

6^o répond à des besoins de formation de base au numérique non suffisamment rencontrés sur le territoire de la région de langue française;

7^o présente un budget prévisionnel portant sur la première année de l'activité subventionnée.

Art. 7. § 1^{er}. L'agrément initial est délivré par le Gouvernement pour une période de deux ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la durée de l'agrément initial est de six ans pour les opérateurs de formation agréés dans le cadre du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le renouvellement d'agrément a une durée de six ans moyennant un rapport d'évaluation positif portant sur l'analyse de la gestion administrative et financière, les ressources humaines et matérielles et la qualité pédagogique des formations.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du rapport d'évaluation visé à l'alinéa 3.

§ 2. L'agrément est délivré à l'opérateur de formation pour un nombre d'heures déterminé de formation agréées.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités relatives à l'agrément et au renouvellement d'agrément des opérateurs de formation.

L'audition de l'opérateur de formation agréé, du demandeur d'agrément ou de renouvellement d'agrément prévue, le cas échéant, par le Gouvernement peut être effectuée par vidéoconférence, selon les modalités que peut préciser le Gouvernement.

Art. 8. Le Gouvernement peut, après avis de la Commission visée à l'article 11, suspendre ou abroger l'agrément ou le renouvellement d'agrément de l'opérateur de formation lorsqu'il ne respecte pas une ou plusieurs conditions d'agrément ou obligations visées par ou en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement détermine les modalités et procédures liées aux mesures visées à l'alinéa 1^{er}.

L'audition de l'opérateur de formation agréé prévue, le cas échéant, par le Gouvernement peut être effectuée par vidéoconférence, selon les modalités que peut préciser le Gouvernement.

Section 2. — Obligations

Art. 9. L'opérateur de formation agréé :

1^o adapte les contenus des unités d'acquis d'apprentissage aux évolutions technologiques, conformément à DigComp ou, s'il échet, au référentiel de formation;

2^o dispose, conformément au taux d'encadrement fixé par le Gouvernement, du personnel pédagogique qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

a) être en possession au minimum du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent;

b) démontrer des connaissances et compétences dans le domaine des technologies de l'information et de la communication sur la base de titres ou d'une expérience professionnelle;

3^o dispose des moyens et ressources matériels et financiers nécessaires au déroulement des formations, dont du mobilier et des locaux adaptés à la formation, le cas échéant décentralisés ou mobiles afin de favoriser la proximité de l'offre de formation, et qui offrent les garanties de sécurité;

4^o assure la formation continue des formateurs;

5^o établit, dans l'hypothèse où il organise des activités de formation autres que celles visées par le présent décret, une comptabilité qui distingue les recettes et les dépenses selon le type d'activité;

6^o procède à l'identification des besoins en compétences numériques et des attentes du stagiaire préalablement à la formation et s'assure que son offre de formation est susceptible d'y répondre;

7^o veille à adapter le parcours de formation en concertation avec le stagiaire, au regard du contenu prévu dans le programme de formation et des besoins, des connaissances et des compétences du stagiaire;

8^o assure le suivi pédagogique du stagiaire, en concertation avec ce dernier, pendant toute la durée de la formation;

9^o suit le parcours administratif du stagiaire, en ce compris la vérification des heures effectivement suivies par le stagiaire;

10° organise l'évaluation formative et participative du stagiaire et délivre au terme de la formation une attestation qui indique les compétences acquises conformément au DigComp ou, s'il échet, au référentiel d'évaluation;

11° conclut avec l'Office une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi;

12° communique à l'Office, conformément aux moyens et modalités mis en place par ce dernier, son offre de prestations, les objectifs visés, les résultats attendus et délivrables, la localisation, la durée et le calendrier, le cas échéant, les groupes-cibles concernés et la disponibilité des places donnant accès aux prestations qu'il offre et leur mise à jour;

13° conclut un contrat de formation professionnelle avec l'Office et avec le stagiaire, selon les modalités prévues par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'exécution des obligations prévues à l'alinéa 1^{er}, 12° et 13°.

La convention de partenariat visée à l'alinéa 1^{er}, 11°, est établie sur la base d'un modèle commun à tous les opérateurs de formation agréés qui contient au minimum :

1° conformément à l'article 22, alinéas 2 à 4, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et ses règles d'exécution, l'obligation de retour d'informations relatives au demandeur d'emploi adressé ou pris en charge spontanément par l'opérateur de formation agréé;

2° pour chaque demandeur d'emploi adressé par l'Office à l'opérateur de formation agréé, l'obligation pour l'Office et l'opérateur de formation agréé, lorsqu'ils en disposent, d'échanger, préalablement à la formation, les données nécessaires à l'identification des besoins en compétences numériques et des attentes du candidat-stagiaire ou du stagiaire.

Sans préjudice de la convention de partenariat visée à l'alinéa 1^{er}, 11°, dans le cadre de l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er}, 6°, l'opérateur de formation agréé réoriente adéquatement le stagiaire potentiel dont les attentes ou besoins en compétences numériques ne sont pas en adéquation avec son offre de formation.

Sans préjudice de la convention de partenariat visée à l'alinéa 1^{er}, 11°, dans le cadre de l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er}, 7°, le parcours individuel de formation peut être adapté en cours de formation au regard du rythme d'apprentissage du stagiaire.

Pour chaque demandeur d'emploi adressé par l'Office à l'opérateur de formation agréé, l'Office et l'opérateur de formation agréé, lorsqu'ils en disposent, échangent, préalablement à la formation, les données nécessaires à l'identification des besoins en compétences numériques et des attentes du candidat-stagiaire ou du stagiaire.

Section 3. — Subventionnement

Art. 10. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie annuellement une subvention calculée en fonction du nombre d'heures de formation agréées multiplié par le taux horaire de 16,30 euros à l'opérateur de formation agréé qui respecte les conditions et obligations visées par ou en vertu du présent décret.

Dans l'hypothèse où la demande d'octroi d'heures de l'ensemble des opérateurs de formation agréés excéderait les crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement répartit, selon les modalités qu'il détermine, les montants de subvention en procédant au regroupement des demandes introduites au cours de la même période afin de répartir proportionnellement le montant disponible pour cette période entre les demandeurs.

L'audition de l'opérateur de formation agréé prévue, le cas échéant, par le Gouvernement conformément à l'alinéa 2 peut être effectuée par vidéoconférence, selon les modalités que peut préciser le Gouvernement.

Le taux horaire est indexé en janvier de chaque année, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Cette subvention vise à couvrir les frais de fonctionnement, les frais d'investissement et les charges salariales.

§ 2. Le Gouvernement précise la procédure et les modalités relatives à l'octroi et à la liquidation de la subvention en ce compris les conditions d'éligibilité des dépenses.

Le Gouvernement récupère la subvention indûment liquidée par toutes voies de droit, en ce compris la compensation.

§ 3. Sans préjudice des articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, l'opérateur de formation agréé perçoit la totalité du subventionnement dès lors qu'il réalise nonante pour cent des heures de formation agréées sur une période de deux ans selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Si cette condition n'est pas remplie, la subvention est revue à la baisse selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Le Gouvernement précise les heures qui sont assimilées à des heures prestées.

CHAPITRE 3. — Fonction consultative et soutien pédagogique Section 1^e - Fonction consultative

Art. 11. Il est institué une Commission qui :

1° assure, par la remise d'un avis à ce sujet au Gouvernement, une répartition des heures de formation entre les opérateurs de formation agréés;

2° remet au Gouvernement un avis sur la suspension ou l'abrogation de l'agrément ou du renouvellement d'agrément et sur la révision du nombre d'heures agréées;

3° remet au Gouvernement un avis concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus d'agrément lorsqu'un ou plusieurs critères d'agrément fixés par ou en vertu du présent décret ne sont pas remplis;

4° se réunit à la demande de l'un de ses membres qui a pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement des faits de la cause;

5° participe annuellement à l'évaluation de l'impact des formations, sur la base des rapports visés aux articles 14 et 15, et, le cas échéant, formule au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie des recommandations visant à améliorer l'exécution du présent décret.

La Commission visée à l'alinéa 1^{er} est composée comme suit :

1° deux représentants des organisations représentatives des employeurs;

2° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

3° deux représentants de l'expert;

4° deux représentants de l'Office;

- 5° un représentant de l'Agence du numérique;
- 6° un représentant de l'administration;
- 7° un représentant de l'ASBL Interfédération des Centres d'Insertion Socioprofessionnelle.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la Commission.

Le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie est chargé d'assurer le secrétariat de la Commission.

Section 2. — Soutien pédagogique

Art. 12. Un expert, désigné par le Gouvernement conformément à la réglementation en matière de marchés publics :

1° en concertation avec les opérateurs de formation agréés, propose les référentiels de formation et d'évaluation ou participe à leur élaboration, et assure leur actualisation;

2° assure l'accompagnement pédagogique des opérateurs de formation agréés;

3° propose une offre de formation continue;

4° organise ou participe à l'élaboration d'outils pédagogiques;

5° assure une mission d'animation de la communauté des opérateurs de formation agréés.

Le Gouvernement peut attribuer des missions supplémentaires à l'expert.

CHAPITRE 4. — Contrôle et évaluation Section 1^{er} - Contrôle

Art. 13. § 1^{er}. Chaque opérateur de formation agréé remet annuellement, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un rapport d'activités.

§ 2. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les opérateurs de formation agréés qui font l'objet du contrôle visé à l'alinéa 1^{er} peuvent être contrôlés selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement.

Section 2. — Suivi et évaluation

Art. 14. Les services du Gouvernement que ce dernier identifie assurent annuellement le suivi de l'exécution du présent décret par l'établissement d'un rapport d'activités globalisé, au plus tard le 30 juin, sur base des rapports visés à l'article 13, § 1^{er}.

Le rapport d'évaluation visé à l'alinéa 1^{er} comprend en outre l'avis et les recommandations de la Commission visée à l'article 11.

Art. 15. L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique visé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, réalise un rapport d'évaluation de l'exécution du présent décret à l'issue d'une période de trois années à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, puis à l'issue de chaque période de cinq années.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est communiqué aux services du Gouvernement que ce dernier identifie, ainsi qu'au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 16. Le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les décisions d'agrément ou de renouvellement d'agrément des opérateurs de formation octroyées conformément au décret du 3 février 2005 avant l'entrée en vigueur du présent décret continuent à produire leurs effets après l'entrée en vigueur du présent décret et restent soumises aux dispositions du décret du 3 février 2005 jusqu'à la date d'échéance de l'agrément ou du renouvellement d'agrément et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022.

Art. 17. L'article 9, alinéas 1^{er}, 11° et 12°, 2 et 3, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie
sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON
Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT
La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.
Documents du Parlement wallon, 971 (2021-2022) N° 1 à 3
Compte rendu intégral, séance plénière du 20 juillet 2022
Discussion.
Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/204816]

20 JULI 2022. — Decreet betreffende de basisopleiding digitale vaardigheden (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Afdeling 1. — Doel

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Afdeling 2. — Begripsomschrijving

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° stagiair: de persoon bedoeld in artikel 5;

2° opleidingsprogramma: het geheel van eenheden van leerresultaten dat de verwerving van kennis en de ontwikkeling van vaardigheden beoogt op digitaal gebied, uitgewerkt in de vorm van doestellingen en dat de pedagogische methodes en middelen bepaalt die in het kader van het opleidingstraject worden gebruikt;

3° DigComp; het Europees digitaal competentiekader voor de burgers;

4° het referentiekader voor de opleiding: het referentiekader voor de opleiding waarin DigCcomp is opgenomen;

5° het referentiekader voor de beoordeling: het referentiekader voor de opleiding waarin DigCcomp is opgenomen;

6° de Dienst: de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

De Regering kan de in het eerste lid, 4° en 5°, bedoelde referentiekaders voor de opleiding en de beoordeling identificeren.

Afdeling 3; — Verwerking van de persoonsgegevens

Art. 3. § 1. De regeringsdiensten die de Regering identificeert, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) die nodig zijn voor de uitvoering van de artikelen 5 en 9, eerste lid, 2°.

De opleidingsverstrekkers die een erkenning aanvragen en krijgen, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de artikelen 5, 6, tweede lid, 5°, en 9, eerste lid, 2°, 4°, 6° tot en met 10° en 13°.

De in artikel 11 bedoelde Commissie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van haar taken uit hoofde van artikel 11.

Het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor evaluatie, prospectief beleid en statistiek) is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van zijn taken uit hoofde van artikel 15.

De natuurlijke personen richten zich tot de betrokken verantwoordelijke voor de verwerking om hun rechten, bepaald in de artikelen 12 tot 22 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, uit te oefenen.

§ 2. De categorieën persoonsgegevens betreffende het onderwijzend personeel van de erkende opleidingsverstrekker die ter uitvoering van de artikelen 9, eerste lid, 2° en 4°, 11 en 15 mogen worden verwerkt, zijn :

1° de persoonlijke identificatiegegevens;

de gegevens met betrekking tot de academische achtergrond;

3° de gegevens met betrekking tot de huidige baan.

De categorieën persoonsgegevens betreffende de kandidaat-stagiairs en de stagiairs die voor de uitvoering van de artikelen 5, 6, tweede lid, 5°, 9, eerste lid, 6° tot en met 10° en 13°, 11 en 15 kunnen worden verwerkt, zijn:

1° de persoonlijke identificatiegegevens;

2° de persoonsgegevens, namelijk leeftijd, geslacht en nationaliteit

3° de gegevens met betrekking tot de academische achtergrond;

4° de gegevens met betrekking tot de immigratiestatus, voor wat betreft de personen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, d);

5° de gegevens met betrekking tot de inschrijving als werkzoekende van de kandidaat-stagiair of de stagiair;

6° de gegevens met betrekking tot de identificatie van de behoeften aan digitale vaardigheden en de verwachtingen van de stagiair of kandidaat-stagiair;

7° de gegevens met betrekking tot de opleiding van de stagiair.

De Regering bepaalt welke persoonsgegevens die onder de in de leden 1 en 2 bedoelde categorieën vallen, in het kader van de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan kunnen worden verwerkt, naargelang zij toebehoren aan het onderwijzend personeel van de erkende opleidingsverstrekker, aan de kandidaat-stagiairs of aan de stagiairs.

§ 3. Persoonsgegevens in verband met een erkenning of een subsidie of met de verificatie van de voorwaarden voor het in aanmerking komen als bedoeld in artikel 5 of het opleidingstraject van de kandidaat-stagiair of de stagiair worden aan de volgende entiteiten meegedeeld binnen de grenzen van wat noodzakelijk is in verband met de respectieve doeleinden waarvoor zij worden verwerkt :

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig artikel 2, § 1, 2°, van het decreet 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen met het oog op de controle op de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° de in artikel 11 bedoelde Commissie voor de uitvoering van haar taken uit hoofde van artikel 11;

3° het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" voor de uitvoering van zijn taken uit hoofde van artikel 15;

4° de Dienst voor de verificatie van de voorwaarden voor het in aanmerking komen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, a) tot en met c), en 2, tweede lid, en voor de uitvoering van de verplichtingen van de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 9, derde lid.

Wanneer de Dienst daarover beschikt, deelt hij aan de erkende opleidingsverstrekker de gegevens mee die nodig zijn om de voorwaarden voor het in aanmerking komen van de kandidaat-stagiair te controleren, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, a) tot en met c), en in artikel 5, § 2, tweede lid, met uitzondering van gegevens uit authentieke bron.

§ 4. Onverminderd de bewijslast betreffende het correcte gebruik van de subsidie die bij de erkende opleidingsverstrekkers ligt en onverminderd de instandhouding die noodzakelijk is voor de verwerking voor archiefdoeleinden in het algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of voor statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5, § 1, onder e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, mag de in paragraaf 1, leden 1 tot en met 3, bedoelde verwerkingsverantwoordelijke alleen persoonsgegevens bewaren met betrekking tot :

1° een erkenning slechts voor een periode van ten hoogste tien jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning afloopt;

2° een subsidie slechts voor ten hoogste tien jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het begrotingsjaar en het boekjaar waarop de subsidie betrekking heeft.

De bewaringsduur bedoeld in lid 1 wordt opgeschort bij een vordering voor een rechtbank of de administratie tot de volledige uitvoering van een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is.

De in paragraaf 1, vierde lid, bedoelde verantwoordelijke voor de verwerking bewaart de persoonsgegevens die in het kader van de opstelling van het in artikel 15, eerste lid, bedoelde verslag zijn gebruikt, gedurende één jaar, te rekenen vanaf de datum van opstelling van dat verslag.

In afwijking van artikel 17, § 1 en 2, van bovengenoemde Verordening (EU) 2016/679 genieten het onderwijzend personeel van de erkende opleidingsverstrekker en de stagiairs, met het oog op een goed gebruik van overheidsmiddelen, niet van het recht op gegevenswissing wat betreft de in paragraaf 2 bedoelde categorieën van persoonsgegevens :

1° gedurende de in het eerste lid bedoelde bewaringstermijn en in voorkomend geval opgeschort in toepassing van het tweede lid;

2° gedurende de in lid 3 bedoelde bewaringstermijn.

De Dienst centraliseert, aggregaat en bewaart de gegevens van de stagiair die voldoet aan de voorwaarden van artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, a) tot c), of van artikel 5, § 2, tweede lid, in zijn dossier, overeenkomstig artikel 4/1, § 1 en 3, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

De uitwisselingen en mededelingen van informatie tussen de Dienst en de erkende opleidingsverstrekker betreffende de uitvoering van de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 9, eerste lid, 11°, gebeuren volgens de modaliteiten van artikel 4/1, § 4, van het voornoemde decreet van 6 mei 1999 en de door de Dienst ter beschikking gestelde middelen.

Afdeling 4. — Toepassingsgebied

Art. 4. Dit decreet is van toepassing op de overeenkomstig hoofdstuk 2 erkende opleidingsverstrekkers die een opleidingsprogramma organiseren dat erop gericht is de stagiairs de digitale vaardigheden bij te brengen die noodzakelijk zijn voor hun directe of indirecte integratie op de arbeidsmarkt.

Art. 5. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt als stagiair beschouwd, de persoon :

1° die zich in een situatie van digitale kloof bevindt, en niet beschikt over een belangrijk pakket digitale basisvaardigheden die in het kader van DigComp of, indien van toepassing, in het referentiekader voor de opleiding zijn vastgesteld;

2° die niet leerplichtig is;

3° die woonachtig is op het grondgebied van het Franstalige taalgebied;

4° die voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

a) een bij de Dienst ingeschreven niet-werkende werkzoekende zijn en over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of een gelijkwaardig diploma beschikken;

- b) gedurende een periode van ten minste achttien maanden in de vierentwintig maanden voorafgaand aan de datum van toetreding tot de opleiding als niet werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven zijn geweest;
- c) een bij de Dienst ingeschreven niet-werkende werkzoekende zijn, gedurende drie jaar voorafgaand aan de indiensttreding voor de opleiding geen betrekking hebben gehad en gedurende diezelfde periode geen werkloosheids- of integratie-uitkering hebben ontvangen;
- d) een vreemdeling zijn die op wettige wijze op het Belgisch grondgebied verblijft, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inclusief in het kader van de beroepen waarin voorzien wordt in de bepalingen van titel III van voornoemde wet.

Voor de toepassing van het eerste lid, 4^o, wordt onder niet-werkende werkzoekende verstaan, een werkzoekende die gedurende ten minste één dag als zodanig bij de Dienst is ingeschreven, die de wettelijke pensioenleeftijd nog niet heeft bereikt en die niet gebonden is door een arbeidsovereenkomst of in een statutaire verhouding staat en niet in hoofdzaak als zelfstandige werkzaam is.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, 4^o, kunnen de erkende opleidingsverstrekkers in het kader van dit decreet jaarlijks maximaal vijftieng procent van de stagiairs die aan een opleiding beginnen, opleiden, indien de persoon zijn digitale opleiding rechtvaardigt met een reden van inschakeling in het arbeidsproces of behoud van arbeid.

De in het eerste lid bedoelde voorwaarde wordt vervuld door de onvrijwillige deeltijdse werknemers zoals bedoeld in artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, door de personen die in een omscholingscel zitten overeenkomstig artikel 11 van het besluit van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen en door de laaggeschoolde werknemers, zoals bepaald door de Regering.<0

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een stagiair die een opleiding heeft gevolgd, toestemming krijgt om deze een tweede maal te volgen.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning, verplichtingen en subsidie*

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 6. De opleidingen die in het kader van dit decreet worden georganiseerd, worden verzorgd door opleidingsverstrekkers die door de Regering zijn erkend.

Om te worden erkend, moet de opleidingsverstrekker aan de volgende voorwaarden volden :

1^o hij is opgericht onder een van de volgende rechtsvormen :

a) een vereniging zonder winstoogmerk;

b) een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging als bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

c) een gemeente;

2^o hij heeft ten minste één hoofdvestiging op het grondgebied van het Franstalige taalgebied;

3^o hij ontwikkelt methodes die aan de volwassenen aangepast worden, die naar gelang van de stagiairs verschillen en die hun betrokkenheid bij het opleidingsproces bevorderen;

4^o hij presenteert een opleidingsprogramma:

a) die betrekking heeft op eenheden van leerresultaten overeenkomstig DigComp of, in voorkomend geval, het referentiekader voor de opleiding;

b) waarvan de duur, met inbegrip van de eerste en de eindbeoordeling alsmede de pedagogische follow-up, niet minder dan acht uur en niet meer dan tachtig uur mag bedragen;

5^o hij garandeert een pedagogische follow-up die een formatieve en participatieve evaluatie en een attestering van de leerresultaten op het einde van de opleiding omvat;

6^o hij voldoet aan de basisbehoeften op het gebied van digitale opleiding waaraan in het grondgebied van het Franse taalgebied onvoldoende wordt voldaan;

7^o hij presenteert een voorlopige begroting voor het eerste jaar van de gesubsidieerde activiteit.

Art. 7. § 1. De initiële erkenning wordt door de Regering verleend voor een periode van twee jaar.

In afwijking van lid 1 bedraagt de duur van de eerste erkenning zes jaar voor opleidingsverstrekkers die zijn erkend in het kader van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet.

De verlenging van de erkenning geldt voor een periode van zes jaar, onder voorbehoud van een positief evaluatieverslag over de analyse van het administratief en financieel beheer, de personele en materiële middelen en de pedagogische kwaliteit van de opleidingscursussen.

De inhoud van het in lid 3 bedoelde evaluatieverslag kan nader bepaald worden door de Regering.

§ 2. De erkenning wordt aan de opleidingsverstrekker verleend voor een gespecificeerd aantal goedgekeurde opleidingsuren.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende de erkenning en de verlenging van de erkenning van de opleidingsverstrekkers.

De hoorzitting van de erkende opleidingsverstrekker of de aanvrager van de erkenning of verlenging van de erkenning, waarin de Regering in voorkomend geval voorziet, kan per videoconferentie plaatsvinden, overeenkomstig de procedures die de Regering kan vaststellen.

De Regering kan, na advies van de in artikel 11 bedoelde Commissie, de erkenning of de verlenging van de erkenning van de opleidingsverstrekker opschorten of intrekken als hij één of meerdere erkenningsvoorwaarden of verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan niet naleeft.

De Regering stelt de modaliteiten en procedures vast met betrekking tot de in het eerste lid bedoelde maatregelen.

De hoorzitting van de erkende opleidingsverstrekker, waarin de Regering in voorkomend geval voorziet, kan per videoconferentie plaatsvinden, overeenkomstig de procedures die de Regering kan vaststellen.

Afdeling 2. — Verplichtingen

Art. 8. De erkende opleidingsverstrekker :

1° past de inhouden van de eenheden van leerresultaten aan de technologische evoluties overeenkomstig DigComp of, in voorkomend geval, aan het referentiekader voor de opleiding aan;

2° beschikt in overeenstemming met het door de Regering vastgestelde begeleidingspercentage over het onderwijzend personeel dat voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

a) minstens in het bezit zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig diploma;

b) kennis en vaardigheden aantonen op het gebied van de informatie- en communicatietechnologieën op basis van titels of van een beroepservaring;<0

3° beschikt over de materiële en financiële middelen die nodig zijn voor de uitvoering van de opleiding, met inbegrip van het meubilair en de lokalen die geschikt zijn voor de opleiding, zo nodig gedecentraliseerd of mobiel om de nabijheid van het opleidingsaanbod te bevorderen, en die veiligheids garanties bieden;

4° zorgt voor de doorlopende opleiding van de opleiders;

5° stelt, als hij andere opleidingsactiviteiten organiseert dan die bedoeld in dit decreet, een boekhouding op die een verschil maakt tussen de uitgaven en de ontvangsten naargelang van het soort uitgeoefende activiteit;

6° stelt voorafgaand aan de opleiding de behoeften en verwachtingen van de stagiair inzake digitale vaardigheden vast en zorgt ervoor dat zijn opleidingsaanbod hieraan kan beantwoorden;

7° zorgt ervoor dat de opleiding in overleg met de stagiair wordt aangepast aan de in het opleidingsprogramma voorziene inhoud en aan de behoeften, kennis en vaardigheden van de stagiair;

8° zorgt voor de pedagogische opvolging van de stagiair, in overleg met deze laatste, gedurende de hele opleiding;

9° volgt het administratief traject van de stagiair, met inbegrip van de controle van de uren die effectief door de stagiair zijn gevolgd;

10° organiseert de formatieve en participatieve beoordeling van de stagiair en reikt op het einde van de opleiding een getuigschrift uit met vermelding van de verworven vaardigheden volgens DigComp of, indien van toepassing, het referentiekader voor de beoordeling;

11° sluit een partnerschapsovereenkomst met De Dienst in het kader van de uitvoering van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

12° deelt de Dienst, overeenkomstig de door de Dienst ingestelde middelen en modaliteiten, zijn dienstenaanbod mee, de beoogde doelstellingen, de verwachte resultaten en de te leveren prestaties, de plaats, de duur en het tijdschema, in voorkomend geval, de betrokken doelgroepen en de beschikbaarheid van plaatsen die toegang geven tot de diensten die het aanbiedt en de bijwerking ervan;

13° sluit een beroepsopleidingsovereenkomst met de Dienst en met de stagiair, volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

De Regering kan de voorwaarden bepalen voor de uitvoering van de verplichtingen, vermeld in het eerste lid, 12° en 13°.

De partnerschapsovereenkomst bedoeld in lid 1, 11°, wordt opgesteld op basis van een gemeenschappelijk model voor alle erkende opleidingsverstrekkers dat ten minste de volgende gegevens omvat:

1° overeenkomstig artikel 22, leden 2 tot en met 4, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en de uitvoeringsbepalingen ervan, de verplichting om informatie terug te geven met betrekking tot de werkzoekende die door de erkende opleidingsverstrekker wordt doorverwezen of spontaan ten laste genomen wordt;

2° voor elke werkzoekende die door de Dienst naar de erkende opleidingsverstrekker wordt doorverwezen, de verplichting voor de Dienst en de erkende opleidingsverstrekker om, indien zij daarover beschikken, voorafgaand aan de opleiding de gegevens uit te wisselen die nodig zijn om de behoeften aan digitale vaardigheden en de verwachtingen van de kandidaat-stagiair of de stagiair in opleiding vast te stellen.

Onverminderd de partnerschapsovereenkomst bedoeld in lid 1, 11°, heroriënteert de erkende opleidingsverstrekker, in het kader van de verplichting bedoeld in lid 1, 6°, de potentiële stagiair wiens verwachtingen of behoeften inzake digitale vaardigheden niet overeenstemmen met zijn opleidingsaanbod, op gepaste wijze.

Onverminderd de partnerschapsovereenkomst bedoeld in lid 1, 11°, kan in het kader van de verplichting voorzien in lid 1, 7°, het individueel opleidingstraject in de loop van de opleiding worden aangepast in functie van het leertempo van de stagiair.

Voor elke werkzoekende die door de Dienst naar de erkende opleidingsverstrekker wordt doorverwezen, wisselen de Dienst en de erkende opleidingsverstrekker, indien beschikbaar, voorafgaand aan de opleiding de gegevens uit die nodig zijn om de behoeften aan digitale vaardigheden en de verwachtingen van de kandidaat-stagiair of de stagiair vast te stellen.

Afdeling 3. — Subsidiëring

Art. 9. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering jaarlijks een subsidiëring berekend op grond van het aantal erkende opleidingsuren, vermenigvuldigd met het uurpercentage van 16,30 euro aan de erkende opleidingsverstrekker die voldoet aan de voorwaarden en verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet.

Ingeval de vraag naar uren van alle erkende opleidingsverstrekkers de beschikbare begrotingskredieten overschrijdt, verdeelt de Regering de subsidiebedragen, volgens de door haar vastgestelde modaliteiten, door de in dezelfde periode ingediende aanvragen te groeperen teneinde het voor die periode beschikbare bedrag evenredig onder de aanvragers te verdelen.

De hoorzitting van de erkende opleidingsverstrekker, waarin de Regering in voorkomend geval overeenkomstig het tweede lid voorziet, kan per videoconferentie plaatsvinden, overeenkomstig de procedures die de Regering kan vaststellen.

Het uurtarief wordt in januari van elk jaar geïndexeerd volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Deze subsidie is bedoeld om de werkingskosten, de investeringskosten en de salariskosten te dekken.

§ 2. De procedure en de modaliteiten met betrekking tot de toekenning en uitbetaling van de subsidies, met inbegrip van de voorwaarden waaronder de uitgaven in aanmerking genomen worden, wordt nader bepaald door de Regering.

De Regering vordert de onverschuldigd betaalde subsidie terug met alle rechtsmiddelen, waaronder de schadevergoeding.

§ 3. Onverminderd de artikelen 11 tot en met 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, ontvangt de erkende opleidingsverstrekker de volledige subsidie indien hij over een periode van twee jaar negentig procent van de erkende opleidingsuren realiseert volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten. Als deze voorwaarde niet is vervuld, wordt de subsidie naar beneden herzien volgens de modaliteiten bepaald door de Regering. De met de gepresteerde uren gelijkgestelde uren worden nader bepaald door de Regering.

HOOFDSTUK 3. — Adviesfunctie en pedagogische ondersteuning

Afdeling 1. — Adviesfunctie

Art. 10. Er wordt een Commissie opgericht die :

1° door het uitbrengen van een advies terzake aan de Regering, toeziet op de verdeling van de opleidingsuren over de erkende opleidingsverstrekkers;

2° de Regering advies uitbrengt over de schorsing of intrekking van de erkenning of de verlenging van de erkenning en over de herziening van het aantal erkende uren;

3° aan de Regering advies uitbrengt over het verlenen, verlengen of weigeren van de erkenning wanneer niet is voldaan aan één of meer erkenningscriteria die bij of krachtens dit decreet zijn vastgesteld;

4° vergadert op verzoek van één van haar leden die feiten vernomen zou hebben die ressorteren onder de overtredingen van of de inbreuken op de bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan, om de stand van zaken te onderzoeken en de Regering kennis te geven van de feiten van de oorzaak;

5° jaarlijks deelneemt aan de evaluatie van de impact van de opleidingen, op basis van de verslagen bedoeld in de artikelen 14 en 15, en formuleert, in voorkomend geval, aanbevelingen aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië) met het oog op een betere uitvoering van dit decreet.

De in het eerste lid bedoelde Commissie is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° twee vertegenwoordigers van de deskundige;

4° twee vertegenwoordigers van de Dienst;

5° één vertegenwoordiger van het "Agence du numérique;"

6° één vertegenwoordiger van de Administratie;

7° één vertegenwoordiger van de v.z.w "Interfédération des Centres d'Insertion Socioprofessionnelle".

De Regering bepaalt de werkwijze van de Commissie.<

De "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" is belast met het secretariaat van de Commissie.

Afdeling 2. — Pedagogische ondersteuning

Art. 11. Een deskundige aangewezen door de Regering overeenkomstig de regeling betreffende de overheidsopdrachten :

1° stelt in overleg met de erkende opleidingsverstrekkers de referentiekaders voor de opleiding en de beoordeling voor of neemt deel aan de uitwerking ervan en zorgt voor de bijwerking ervan;

2° zorgt voor de pedagogische ondersteuning van de erkende opleidingsverstrekkers;

3° stelt een reeks cursussen van permanente opleiding voor;

4° organiseert of neemt deel aan de ontwikkeling van pedagogische instrumenten;

5° zorgt voor een animatieopdracht van de gemeenschap van erkende opleidingsverstrekkers.

De Regering kan aanvullende taken aan de deskundige opdragen.

HOOFDSTUK 4. — Controle en evaluatie

Afdeling 1. — Controle

Art. 12. § 1. Elke erkende opleidingsverstrekker dient jaarlijks een activiteitenverslag in, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

§ 2. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

De erkende opleidingsverstrekkers die het voorwerp uitmaken van de in het eerste lid bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden.

Afdeling 2. — Opvolging en evaluatie

Art. 13. De door de Regering aangeduide diensten zien jaarlijks toe op de uitvoering van dit decreet door uiterlijk op 30 juni een globaal activiteitenverslag op te stellen op basis van de verslagen bedoeld in artikel 13, § 1.

Het in het eerste lid bedoelde evaluatieverslag bevat ook het advies en de aanbevelingen van de in artikel 11 bedoelde Commissie.

Art. 14. Het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" bedoeld in het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) stelt een evaluatieverslag op over de uitvoering van dit decreet na afloop van een periode van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, en vervolgens aan het einde van elke periode van vijf jaar.

Het in lid 1 bedoelde verslag wordt meegedeeld aan de regeringsdiensten die de Regering aanwijst, alsmede aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie".

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 15. Het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid blijven de beslissingen tot erkenning of verlenging van de erkenning van opleidingsverstrekkers die overeenkomstig het decreet van 3 februari 2005 verleend zijn vóór de inwerkingtreding van dit decreet, van kracht na de inwerkingtreding van dit decreet en blijven ze onderworpen aan de bepalingen van het besluit van 3 februari 2005 tot de vervaldatum van de erkenning of verlenging van de erkenning en uiterlijk tot 31 december 2022.

Art. 16. Artikel 9, lid 1, 11^o en 12^o, lid 2 en lid 3, treedt in werking op 1 januari 2025.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement 971 (2021-2022), nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 juli 2022.

Bespreking.

Stemming.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2022/41522]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2022, wordt de heer Gilles GILLET benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 mei 2022.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2022/41522]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 29 mai 2022, monsieur Gilles GILLET, est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} mai 2022.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.